

éléments de théorie économique marxiste

cahiers «rouge»

**documents
de formation
communiste**



n° 1

Cahiers «Rouge» N° 1

GODCHAU Jean-François

7, Avenue du 5 Mars

95100 ARGENTEUIL

Tél. 961 72.45

Eléments de théorie
économique marxiste

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé - 5^e

PARIS

1968

DANS LA MEME COLLECTION

La médecine confisquée

Table

INTRODUCTION	5
I. LA VALEUR - MONNAIE - MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE	6
1 — La marchandise	6
2 — La monnaie	9
3 — Le mode de production capitaliste	11
II. CAPITAL ET PLUS-VALUE - PEREQUATION DU TAUX DE PROFIT — LOI DE LA BAISSSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT	13
1 — Capital variable. Capital constant. Plus-value. Exploitation	13
2 — Péréquation du taux de profit	16
A) <i>Profit moyen. Prix de production</i>	18
B) <i>Composition organique du capital</i>	19
C) <i>Loi de la baisse tendancielle du taux de profit</i>	21
3 — Loi de l'offre et de la demande	22
III. ACCUMULATION - REPRODUCTION - LES CRISES CAPITALISTES	24
1 — Caractère particulier des crises capitalistes ..	24
2 — Reproduction simple. Reproduction élargie ..	25
A) <i>Les deux grands secteurs de la production</i> ..	25
B) <i>L'équilibre entre les deux branches</i>	26
C) <i>Reproduction simple. Reproduction élargie de marchandises</i>	26

3 — Expression générale des crises	28
A) Quel est le régulateur de la production capitaliste	28
B) Possibilité générale des crises	29
C) La « loi des débouchés ». Critiques	30
4 — Marche de l'économie capitaliste	31
A) Hypothèses	31
B) La reprise	32
C) Le « boom »	33
D) La crise	34
E) La dépression	35

Introduction

Cette brochure se fixe comme objectif l'explicitation résumée de la théorie économique marxiste, en ce qu'elle étudie le capital. Sa seule ambition est d'être, de ce point de vue, un court résumé du Capital.

De ce fait, certaines hypothèses présentes dans le Capital sont également admises ici : capitalisme de libre concurrence, absence de monopoles, libre circulation des capitaux, etc. Le simple énoncé de ces hypothèses révèle la marge qui sépare cet exposé de l'étude, à certains niveaux, de la réalité d'aujourd'hui. Si, malgré cela, nous avons décidé d'accomplir ce travail, c'est parce que nous sommes persuadés que l'analyse faite par Marx du capital et de ses lois demeure fondamentalement valable et, surtout, parce que toute nouvelle analyse à visée scientifique devra nécessairement partir du Capital et des concepts qui y sont construits. En effet, le marxisme en général et le Capital en particulier n'ont pas fondé, au premier chef, une étude du capitalisme « de libre concurrence » : ils ont construit, d'abord, une science des formations sociales, à partir de concepts tels que : rapports de production, mode de production, etc.

Ces remarques préliminaires limitent la portée de cette brochure à un cadre historiquement déterminé. En fait, il faut aller plus loin et indiquer les limitations supplémentaires provenant du fait qu'il ne s'agit que d'un résumé. Tout d'abord, un certain nombre de chapitres importants, développés dans le Capital, ne le sont pas ici (par exemple, capitalisme bancaire, capitalisme commercial, rente, etc.). Ensuite, certains points obscurs (du Livre III, par exemple) devraient faire l'objet d'une discussion qui n'est pas entamée.

Malgré ces restrictions, nous avons pensé que ce cahier était utile, prenant sa place entre la brochure de vulgarisation et le traité. Surtout, nous avons pensé qu'il y avait urgence politique à publier un tel ouvrage. Urgence, non seulement pour ceux (de plus en plus nombreux) qui s'intéressent à la théorie marxiste mais, surtout, urgence pour les militants révolutionnaires, pour ceux qui font déjà, et feront, de cette théorie marxiste une arme matérielle, un outil historique, pour tous ceux qui ne se contentent plus d'interpréter le monde, mais veulent le transformer.

La valeur - La monnaie - Le mode de production capitaliste

L'œuvre maîtresse de Marx, *Le Capital*, s'ouvre sur cette phrase : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises. » Marx place donc la marchandise au centre de son analyse.

1 — LA MARCHANDISE

La marchandise apparaît immédiatement sous un double aspect :

— d'une part, valeur d'usage, c'est-à-dire un bien qui satisfait un besoin social ;

— d'autre part, valeur d'échange, laquelle apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage différentes s'échangent l'une contre l'autre.

Exposons un exemple très simple, très schématique, pour faire comprendre ce qu'est la valeur. Considérons un petit producteur de chaises, artisan travaillant seul dans une ville du Moyen Âge. Nous supposons donc l'existence d'un certain nombre de *conditions sociales* de la production : tout d'abord, l'existence d'une division sociale du travail, c'est-à-dire que la force de travail dont dispose la société se répartit entre diverses branches spécialisées de la production ; ensuite, que cette division sociale du travail se caractérise par l'existence de nombreux producteurs privés et qui, *de ce fait*, exécutent leurs travaux *indépendamment les uns des autres*. D'où, dans une telle société, la nécessité de l'échange des produits. Enfin, éliminons, pour le moment de cet exemple très schématique les problèmes posés par d'éventuelles fluctuations de l'offre et de la demande.

Le producteur de chaises porte son produit au marché,

pour l'échanger contre d'autres valeurs d'usage. Il ignore totalement, du fait justement de l'appropriation privée des moyens de production et de la non-coordination préalable des travaux que celle-ci entraîne, s'il a produit une valeur d'usage *socialement* utile. Si ce n'est pas le cas (et, dans les conditions sociales décrites, seul le marché peut répondre à cette question), il ne récupérera rien du temps de travail dépensé.

Supposons, par ailleurs, que notre producteur soit particulièrement maladroit et qu'il mette beaucoup d'heures pour produire une chaise (10 heures, par exemple) et, qu'au contraire, dans le village en question, d'autres producteurs de chaises mettent, *en moyenne*, beaucoup moins d'heures pour produire une chaise (5 heures, par exemple). Si, sur le marché, notre producteur demande, en échange de sa chaise, une table, les autres producteurs pourraient, eux, offrir 2 chaises en échange d'une table : notre producteur sera alors obligé d'offrir, à son tour, 2 chaises en échange d'une table. Il en sera de même pour tous les autres produits qu'il voudrait obtenir. Et si, à la longue, il ne diminue pas son temps de travail pour produire une chaise, il ne pourra bientôt plus renouveler ses objets de travail, ni se nourrir. Il sera donc éliminé en tant que producteur de chaises et même quelquefois en tant que producteur tout court.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que c'est une *nécessité vitale* pour tous les producteurs, dans un tel système, de comparer constamment entre eux leurs temps de travail respectifs. Mais, cette comparaison, au lieu d'être directe, en temps de travail et préalable à l'acte de production (chose impossible dans le régime d'appropriation privée des moyens de production), est alors *indirecte* et prend la *forme spécifique de la valeur*, c'est-à-dire du rapport quantitatif d'échange entre choses.

La valeur est donc la forme spécifique sous laquelle apparaissent les rapports entre temps de travail de différents producteurs, dans le cadre d'une division sociale du travail caractérisée par l'existence de producteurs privés, indépendants les uns des autres. C'est-à-dire que la valeur est un *rapport social*, mais un rapport social que la valeur exprime en même temps qu'elle le dissimule.

Un certain nombre d'autres aspects de la valeur d'échange (ou, plus brièvement, valeur) peuvent apparaître à travers l'analyse de cet exemple qui est, répétons-le, uniquement illustratif.

Tout d'abord, la division sociale du travail est une condition nécessaire à l'apparition de marchandises : par exemple, la famille paysanne isolée, qui produit pour son auto-subsistance, n'entre pas dans le cadre d'une division sociale du travail et, de ce fait, ne produit pas de marchandises. La réciprocité n'est pas vraie, c'est-à-dire qu'il peut y avoir division sociale du travail sans production de marchandises (de

valeur marchande) : par exemple, les communautés primitives connaissent une division du travail élémentaire, mais sans production de valeur. Autrement dit : une chose peut être socialement utile et être le produit du travail humain sans être marchandise. Pour qu'il y ait production de valeur, il faut donc qu'il y ait un *certain type* de division sociale du travail : celle basée sur l'existence de producteurs privés interdépendants les uns des autres.

Nous voyons, par ailleurs, toujours à partir de notre exemple, que la valeur disparaît s'il lui manque le *soubassement* de la valeur d'usage : une dépense quelconque de force de travail ne suffit pas à créer de la valeur ; encore faut-il que cette force de travail ait été dépensée pour la production d'un bien satisfaisant un *besoin social*. D'ailleurs, une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur, s'il n'est pas nécessaire de dépenser de la force de travail pour la produire (l'air, par exemple).

L'exemple donné plus haut nous a montré aussi que, dans le cadre du régime de l'appropriation privée des moyens de production, c'était une nécessité vitale, pour chaque producteur, de comparer son temps de travail avec celui des autres producteurs. Cette comparaison s'impose à chaque producteur comme une loi du marché, une loi de toute production marchande. Le producteur qui « ignore » cette loi est, tout simplement, à terme, éliminé. Cette nécessité constante de la comparaison des temps de travail fait apparaître, à travers la pratique sociale de l'échange, le « temps de travail social moyen nécessaire » à la production d'un bien, comme une norme décisive, souvent « inexistante », en apparence, dans les phénomènes courants de l'échange, mais dominant quand même, en dernière analyse, l'ensemble des échanges, de la même façon et pour les mêmes raisons qui fondent la domination du marché sur le producteur isolé.

La pratique sociale généralisée de l'échange donne donc elle-même, spontanément, les normes de l'échange, la mesure de la valeur : les marchandises s'échangent en fonction du temps de travail moyen socialement nécessaire à leur production (en fait, ainsi que l'indique Marx, il s'agit du temps nécessaire à leur *reproduction*). Il faut soigneusement distinguer ici la valeur de sa mesure. La valeur, ainsi que nous l'avons indiqué, est un rapport social. La mesure de la valeur se réalise en fonction du temps de travail, etc. Par ailleurs, il faut remarquer que, dans la pratique, les marchandises s'échangent effectivement rarement en fonction du « temps de travail social moyen nécessaire à leur production » : les prix de marché diffèrent en général de la « valeur », mais c'est précisément à travers les fluctuations des prix de marché que s'impose la loi de l'échange, et, d'ailleurs, en général, avec un certain retard, violemment, brusquement. Ces fluctuations, par leur sens d'ensemble, par leurs rap-

ports réciproques, dessinent constamment les contours de la loi de la valeur, une loi qui apparaît rarement directement, mais est pourtant partout présente par *ses effets*.

Le principal effet de la loi de la valeur (celui qui la fonde en tant que loi sociale) est la distribution de la force de travail de la société entre les diverses branches de la production. Cette distribution s'opère précisément par le jeu de la loi de la valeur, par élimination des producteurs « marginaux », à faible productivité. L'exemple que nous examinons plus haut (d'élimination d'un petit producteur marchand) n'est pas un exemple purement « historique » : aujourd'hui même, en France, des masses de petits producteurs paysans sont éliminés de la production, chassés de leurs terres, par *l'effet de la loi de la valeur*, qui distribue ainsi la force de travail sociale entre les diverses branches de la production. Cette distribution sociale de la force de travail est une nécessité pour tout mode de production. Mais la *forme* de cette distribution varie selon les modes de production : loi de la valeur en régime capitaliste, « planification » en régime socialiste, etc.

La loi de la valeur, en régime marchand, règle donc les rapports entre producteurs, alors qu'elle est créée précisément par les rapports des producteurs eux-mêmes. Ces rapports des producteurs créent un fétiche (la marchandise), qui, bien qu'étant l'œuvre des producteurs eux-mêmes, leur échappe et les domine. C'est ce qu'indique Marx (*Le Capital*, Ed. Costes, Livre 1, Tome 1, page 97) : « ... Aux yeux des producteurs, leur propre mouvement social prend ainsi la forme d'un mouvement des choses, mouvement qui les mène, bien loin qu'ils puissent le diriger. »

Il est intéressant aujourd'hui, au moment de la « crise de l'or » de lire les déclarations des responsables bourgeois s'écriant sur tous les tons qu'il est ridicule d'accorder de l'importance à l'or, que ce n'est qu'un « fétiche », etc. Ces messieurs oublient seulement que l'or ne joue son rôle de fétiche tout-puissant que parce que bien d'autres catégories fondamentales du mode de production capitaliste sont elles-mêmes des fétiches, et, en tout premier lieu, la marchandise elle-même. Rejeter la toute-puissance de ces fétiches, c'est rejeter le système lui-même. C'est pourquoi nous voyons aujourd'hui la bourgeoisie s'incliner, tout à la fois épouvantée et résignée, quand son fétiche-or « parle » haut et fort, « au nom » de l'ensemble des fétiches du monde capitaliste.

2 — LA MONNAIE

La monnaie est précisément un des plus hauts degrés de fétichisme. Reprenons, à ce sujet, l'exemple donné plus haut

et admettons que, sur le marché, surgisse le rapport : 2 chaises = 1 table.

Ce rapport exprime la valeur des chaises, en fonction d'une table. Pour que ce rapport ait effectivement un sens, il faut d'abord que, du point de vue de la valeur d'échange, il y ait quelque chose de commun entre deux objets qualitativement différents : ce quelque chose de commun c'est, nous le savons, le travail humain. Cela signifie que, dans le rapport écrit plus haut (2 chaises = 1 table), les chaises doivent apparaître comme une parcelle de travail social, comme condensation de travail humain, précisément pour pouvoir être rendues comparables à la table. Mais, aussi, cette condensation de travail humain doit apparaître sous la forme d'un objet visiblement distinct de la chaise (en effet, nous n'apprenons rien sur la valeur d'échange des chaises si nous écrivons : 2 chaises = 2 chaises) : cela signifie que, dans le rapport 2 chaises = 1 table, la forme naturelle de la table (un bout de bois avec quatre pieds) devient la *forme de valeur* des chaises. Dans un tel rapport, la table apparaît comme une marchandise spécifique dont la valeur d'usage spécifique est d'exprimer de la valeur d'échange.

Généralisons et supposons que toutes les marchandises expriment leur valeur en fonction de la table : la table deviendra la forme équivalent général de la valeur et sa principale valeur d'usage sociale sera d'exprimer l'ensemble des valeurs d'échange de la société : la table sera devenue monnaie. La monnaie est donc une marchandise ; mais c'est une marchandise qui présente cette caractéristique *absolument exceptionnelle* d'avoir comme principale valeur d'usage sociale celle d'exprimer l'ensemble des valeurs d'échange de la société.

Le processus que nous venons de décrire n'est pas purement théorique. Au cours de leur histoire, les sociétés marchandes font apparaître spontanément la monnaie (animaux, pierres, métaux précieux...)

Dans une société dominée par les rapports marchands (telle que la société capitaliste), la transformation des marchandises en monnaie est une nécessité. C'est ce qu'indique Marx dans *Le Capital*, Livre 1, Tome 1, page 87 (Ed. Costes), en note : « On peut s'imaginer qu'on a la faculté de rendre toutes les marchandises immédiatement échangeables, comme on peut se figurer que tous les catholiques peuvent être faits papes en même temps. » Cette nécessité sociale pose le problème de la transformation des marchandises en monnaie. C'est aussi ce que Marx appelle le « saut mortel de la marchandise », c'est-à-dire le passage de la marchandise de l'un de ses pôles à l'autre : de valeur d'échange à valeur d'usage. La marchandise est entre les mains du vendeur en tant que valeur d'échange ; elle devient valeur d'usage entre les mains de l'acheteur. Ces deux pôles se supposent et s'excluent réciproquement : cette contradiction existe en toute

marchandise, mais elle ne se manifeste avec toute sa force que dans l'échange des marchandises contre monnaie. C'est aussi en ce sens que Marx dit que « la marchandise contient toutes les tempêtes du mode de production capitaliste ». Toute crise capitaliste est une brusque rupture de l'unité interne de la marchandise, une ouverture de cette contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange (accumulation de stocks, mévente, etc.).

La monnaie, n'étant elle-même qu'une marchandise particulière (celle qui reflète en elle les valeurs d'échange de toutes les marchandises), est aussi (comme toute marchandise) un rapport social, mais aussi un rapport tout particulièrement dissimulé.

3 — LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Le capitalisme n'est que l'un des « régimes marchands » (la petite production marchande existe déjà dans le féodalisme et même dans l'Antiquité). Mais c'est celui où tout devient marchandise. Le capitalisme ne se caractérise pas seulement par l'appropriation privée des moyens de production (créant des rapports marchands), mais aussi (et surtout) par l'existence d'une classe de propriétaires des moyens de production qui fait *fructifier de la valeur*. Entre les mains du capitaliste, la valeur acquiert cette faculté « surnaturelle » de s'auto-développer, de s'enfanter elle-même.

Ce phénomène ne peut s'expliquer que si on trouve, parmi toutes les marchandises que le capitaliste utilise, une marchandise qui *produise de la valeur d'échange*, c'est-à-dire une marchandise dont la valeur d'usage spécifique soit de produire de la valeur d'échange. Cette marchandise existe et n'est autre que la *force de travail* du travailleur « libre », « libre » de moyens de production et « libre » de vendre sa force de travail.

Ce travailleur vend sa force de travail (et non son travail) pour une journée au capitaliste (10 heures par exemple). Cette force de travail, comme toute marchandise, est payée par le capitaliste, en général, à sa *valeur* : en fonction du temps de travail socialement nécessaire pour la reproduire. Par exemple, l'action de la force de travail de l'ouvrier pendant 5 ou 6 heures suffit à produire la valeur nécessaire pour la reproduction de cette force de travail. Mais l'ouvrier ne s'arrête pas de travailler à ce moment-là, au bout de 5 ou 6 heures. Le capitaliste a acheté la force de travail pour une journée complète et a donc le « droit » de « l'user » toute la journée.

L'ouvrier travaillera donc 5 heures de plus, produisant ainsi un *surplus social* qui, dans la société capitaliste, approprié par la *classe capitaliste*, est la *plus-value*. C'est, en

partie, cette plus-value, devenue capital, qui ré-embauchera l'ouvrier, pour fournir encore plus de plus-value, etc.

Les rapports marchands subsistent dans les pays en voie de transition vers le socialisme. L'ampleur de ces rapports marchands, leur rôle, autant de questions qui sont actuellement en discussion et que nous ne nous proposons pas d'aborder ici. Il semble bien que, même après la conquête du pouvoir par le prolétariat dans les principaux pays capitalistes, la disparition des rapports marchands ne sera ni immédiate ni automatique, mais l'aboutissement d'une lutte consciente. L'enjeu de cette lutte est énorme, car, comme le dit Marx (Ed. Costes, Livre 1, Tome 1, page 104) : « *En général, le reflet religieux du monde réel ne pourra disparaître que lorsque les conditions du travail et de la vie pratique présenteront à l'homme des rapports transparents et rationnels avec ses semblables et avec la nature. La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du nuage mystique qui en voile l'aspect que le jour où s'y manifesteront l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social.* »

C'est pour l'avènement d'un tel monde que nous luttons.

2

Capital et plus-value - Péréquation du taux du profit

Loi de la baisse tendancielle du taux du profit

1 — LE CAPITAL VARIABLE. LE CAPITAL CONSTANT. LA PLUS-VALUE. L'EXPLOITATION

On a vu que, dans les conditions « normales » de fonctionnement du capitalisme, les marchandises *s'échangeaient à leur valeur*. Nous allons montrer comment, sur cette base, le profit « normal » se forme. Pour cela, il faut regarder plus en détail ce qui rentre dans la valeur d'une marchandise.

Considérons la production d'une marchandise donnée, par exemple des chaises, et plaçons-nous pendant une période donnée, disons un an. Supposons que ces chaises soient fabriquées par une usine capitaliste « moyenne »¹. Soit Q la quantité de travail fournie pendant un an par les ouvriers de cette usine. La valeur de la production annuelle de cette usine contiendra donc Q , quantité de travail dépensée dans cette usine ; mais elle contiendra aussi la quantité de travail dépensée par d'autres ouvriers d'autres usines qui ont coupé le bois, l'ont transporté, ont fabriqué la colle, les clous, etc. Soit c la valeur de ces matières premières. c s'appelle le *capital constant*. Il représente du *travail humain cristallisé*. S'il provient lui-même d'usines « moyennes », ayant c comme valeur, il sera acheté à sa valeur c par le patron de l'usine de chaises.

La valeur annuelle de la production de chaises, c'est-à-dire la quantité totale de travail nécessaire, est donc $c + Q$. Elle sera donc, suivant nos hypothèses, vendue à $c + Q$.

1. Les adjectifs « normal » et « moyenne » seront désormais entendus. Ce n'est qu'un peu plus tard, d'ailleurs, qu'on pourra leur donner un sens précis.

exemple, était si élevé à cause de telles considérations. En fait, il était surpayé, c'est-à-dire que le patron lui donnait une partie de sa plus-value. C'est donc à juste titre alors que l'ingénieur pouvait s'estimer « le collaborateur du patron ». Mais aujourd'hui, les techniciens sont produits de façon massive, la concurrence s'exerce et leur salaire est déterminé par la valeur de leur force de travail. Ils n'ont alors aucun intérêt objectif distinct du reste de la classe ouvrière.

Remarque II. — Dans une usine, il n'y a pas que des ouvriers productifs, les individus employés, pour la police intérieure par exemple, non seulement ne créent pas de valeur, mais en consomment. Mais pour le patron (idéologie bourgeoise), ces employés sont aussi utiles que les ouvriers, car ils servent à éviter « les désordres », c'est-à-dire à maintenir un état déterminé des rapports de production. Voilà pourquoi, dans toutes les théories bourgeoises, on baptise travailleur productif tout salarié.

Résumons-nous « historiquement ». Dans les conditions du communisme primitif, les producteurs consommaient tout ce qu'ils créaient, il n'y avait pas de *surproduit social*. L'esclavage n'est apparu qu'au moment où la productivité du travail a été suffisante pour permettre que des individus (les esclaves) travaillent dans des conditions telles qu'ils consomment moins qu'ils ne produisent, puisqu'ils entretenaient aussi leurs propriétaires. Dans le système capitaliste, le surproduit social prend la forme de plus-value. Il y a exploitation non à cause de l'existence de ce surproduit³, mais à cause de son appropriation par les capitalistes à des fins qui leur sont propres : la recherche du profit maximum, ce qui présuppose que les producteurs (les ouvriers) sont séparés de leurs moyens de production.

2 — LA PEREQUATION DU TAUX DE PROFIT

C'est la plus-value (créée dans la sphère de production matérielle de marchandises) qui explique cette propriété mystérieuse qu'a le capital de s'accroître régulièrement. Ce n'est pas « l'argent qui travaille » (représentation idéologique de rentier), mais des hommes, et qui ont créé davantage de valeur qu'ils n'en ont consommée.

3. Surproduit qui existera encore en régime socialiste et qui conditionne le progrès (élargissement de la production, santé, enseignement, recherche, art, etc.).

L'ensemble des profits capitalistes qui correspondent effectivement à l'accroissement en valeur du capital est égal à la somme de toutes les plus-values apparues dans la production matérielle.

Il faut donc bien distinguer l'origine du profit capitaliste « normal » du bénéfice fait par le petit épiciers qui se contente de vendre 30 % plus cher ce qu'il achète. Il n'y a pas là accroissement de valeur correspondant. Mais, comme, effectivement, c'est par la vente sur le marché que le patron peut « réaliser » sa plus-value (il peut d'ailleurs, suivant son degré d'habileté, réaliser davantage ou moins), l'illusion peut naître que c'est par l'acte de vente (dans la circulation) que se crée la plus-value. Mais, de ce point de vue, le marché représente pour le capitaliste son — seul — thermomètre et rien de plus ; et chacun sait que le thermomètre donne la température, mais ne la crée pas.

De même, il faut distinguer ce profit « normal » des profits de type « pillage » (Espagnols en Amérique au XVI^e siècle) qui enrichissent exactement autant les uns qu'ils appauvrissent les autres. Tout cela, bien que, historiquement, ces deux formes de profit aient coexisté et aient permis l'accumulation capitaliste.

Nous allons maintenant préciser de façon plus concrète la manière dont les capitalistes s'approprient cette plus-value, c'est-à-dire la manière dont chaque capital peut réaliser son profit. Pour cela, indiquons exactement quelles sont les hypothèses faites jusqu'à présent.

- a) Les marchandises sont vendues à leur valeur ;
- b) La monnaie est l'équivalent général de la valeur ;
- c) Nous sommes dans des conditions de libre concurrence « parfaite », il n'y a pas de situation de monopole et les capitaux peuvent circuler en toute liberté pour aller là où le profit est le plus grand.

Il se présente alors maintenant deux objections de taille :

- 1) L'expérience prouve qu'il existe un taux de profit moyen (à peu près identique dans toutes les branches de l'industrie), ce que a) ne permet pas de prévoir ;
- 2) L'expérience prouve aussi que dans certains cas, quand « l'offre dépasse la demande », les prix baissent (et réciproquement) sans que la quantité de travail social moyenne ait changé.

Nous allons considérer ces deux objections dans l'ordre. Mais dès à présent il doit être clair que le prix réel de vente sur le marché, le *prix de marché*, ne peut pas, à chaque fois, coïncider avec la valeur.

Faisons provisoirement abstraction de la deuxième objection en supposant par exemple que l'offre équilibre la demande.

A) Taux de profit moyen — Prix de production

On appelle taux de profit (*T.P.*) le quotient du profit réalisé à la somme ($c + v$) des capitaux nécessaires à sa production.

Si on suppose que prix de marché = valeur, on aboutit à une absurdité. En effet, supposons pour simplifier, qu'il n'y ait que trois branches industrielles I, II, III dont les conditions de production soient les suivantes :

	<i>c</i>	<i>v</i>	<i>pl</i>	$c+v+pl$	<i>T.P.</i>
I	100	100	100	300	50 %
II	200	100	100	400	33 %
III	300	100	100	500	20 %

Si valeur = prix, chaque profit de chaque capitaliste est égal à sa propre plus-value. Et on voit mal, dans les conditions de *c*) (libre concurrence), pourquoi les capitalistes du groupe III continueraient à investir, puisqu'en investissant leur capital de 400 dans la branche I ils réaliseraient 400 de profit et non pas 100.

Il faut donc renoncer à considérer que, pour toutes les marchandises, prix = valeur. Mais alors, comment concilier :

- 1) La somme des profits = somme des plus-values ;
- 2) Les capitalistes n'investissent que s'ils peuvent attendre de leurs capitaux — au moins — le profit moyen. En d'autres termes, *c*) suppose que chaque capital rapporte, en gros, un profit proportionnel à sa dimension. Ce coefficient de proportionnalité, ou *taux de profit moyen*, étant le même dans toutes les branches.

Il faut alors quitter le domaine de chaque entreprise et considérer que chacune n'est que la fraction d'un capital social. (D'ailleurs, dans nos hypothèses, chaque patron sait très bien qu'il n'est pas libre de fixer les prix du marché.)

Reprenons notre exemple numérique. Il y a :

$$100 + 100 + 100 = 300$$

de plus-value créée par l'ensemble de toutes les entreprises. Il y a donc 300 de profit à se partager. Ces 300 de profit ont été obtenus par la mise en fonctionnement de :

$$(100 + 100) + (200 + 100) + (300 + 100) = 900,$$

ce qui est la valeur totale du capital social.

C'est-à-dire que, en moyenne, 900 de capital procurent 300 de profit.

Le taux de profit moyen (*T.P.m.*) est donc de

$$T.P.m. = \frac{300}{900} = 1/3 = 33,3 \%$$

Le prix que nous définissons maintenant, qui s'appelle *prix de production* (et qui est plus proche du prix « réel » ou prix de marché), se calcule alors ainsi : c'est la somme des *coûts de production* $c + v$ (ce que le patron a dû déboursier), augmenté du profit moyen qui doit être proportionnel à ($c + v$). Dans notre exemple, ce serait 33,3 % de ($c + v$). Si on appelle *pr* le profit, notre schéma donne alors :

	<i>c</i>	<i>v</i>	<i>pl</i>	<i>pr</i>	<i>prix de prod.</i>	<i>valeur</i>
I	100	100	100	66,7	266,7	300
II	200	100	100	100	400	400
III	300	100	100	133,3	533,3	500
			300	300	1.200	1.200

On voit bien là que

— chaque capital rapporte un profit proportionnel à ses dimensions ;

— la somme des valeurs = somme des prix de production, sans qu'à chaque fois, valeur individuelle = prix et

— somme des profits = somme des plus-values, sans qu'à chaque fois, profit = plus-value.

L'origine du profit, c'est la plus-value (le travail humain non payé), mais la plus-value *sociale*, c'est l'ensemble de toute la plus-value produite par toutes les entreprises capitalistes qui est ensuite redistribuée, au prorata des capitaux investis dans chacune des entreprises¹.

B) La composition organique du capital

On appelle *composition organique du capital* le quotient du capital constant (travail humain cristallisé, transmettant seulement sa valeur) au capital variable (travail humain vivant, créant la plus-value). Si *n* est cette composition :

$$n = \frac{c}{v}$$

3. Bien sûr, dans l'hypothèse où les prix de vente sont les prix de production.

Dans notre exemple, pour les usines I, II et III, les compositions organiques sont respectivement $100/100 = 1$; $200/100 = 2$, $300/100 = 3$. Il est clair que cette composition organique donne une certaine mesure du « modernisme » d'une usine. Plus n est grand, plus il y a, en valeur, de machines-outils par rapport aux sommes distribuées en salaires; inversement, plus n est petit, plus importante est la participation du travail humain par rapport à « celui » des machines.

En principe, plus n est petit, plus grande est la plus-value produite dans l'usine, puisque seul le travail humain produit la plus-value. En d'autres termes, ce sont bien les usines les plus arriérées qui produisent relativement le plus de plus-value, mais ce ne sont pas elles qui produisent le plus de profit (cf. notre exemple). A la limite, on peut parfaitement supposer une usine entièrement automatisée (pas de travail humain) produisant donc une plus-value nulle, mais procurant du profit.

La valeur de marché (correspondant au prix de production) de la production des entreprises les plus modernes est supérieure à sa valeur individuelle. Dans le cas des entreprises les plus arriérées, c'est l'inverse. Eventuellement, pour une usine « moyenne », la valeur de marché de sa production peut être égale à sa valeur individuelle. Par ce mécanisme, les entreprises les plus modernes « pompent » la plus-value des plus anciennes.

Par ailleurs, l'égalité prix de marché = prix de production implique, d'après son mode même de calcul, l'existence d'un taux de profit moyen, à savoir l'obtention par toute unité de capital d'un même profit, quel que soit le secteur dans lequel ce capital s'investit, ce qui correspond à la pratique effective du capitalisme (ce que, par contre, ne permet pas d'expliquer l'égalité : prix de marché = valeur).

Evidemment, le taux de profit moyen n'existe qu'en tant que *tendance*. Cette tendance à l'existence d'un taux de profit moyen (ou péréquation du taux de profit) peut se schématiser de la façon suivante : une entreprise produisant un bien donné applique de nouveaux procédés techniques, réduisant fortement le coût de fabrication et lui permettant de vendre à un prix inférieur au prix de marché (lui-même déterminé par le prix de production). Cette entreprise obtient donc un taux de profit exceptionnel. Très rapidement, attirés précisément par ce taux de profit exceptionnel, des capitaux s'investissent dans le secteur en question, appliquant les mêmes procédés techniques et vendant, de ce fait, au même prix que l'entreprise de pointe. Au bout d'un certain temps, le prix de marché baisse, le taux de profit exceptionnel de l'entreprise de pointe disparaît et l'ensemble des taux de profits particuliers tendent à s'égaliser au niveau d'une *nouvelle* moyenne. La tendance au taux de profit

moyen se réalise donc précisément à travers les écarts de taux de profit particuliers par rapport à la moyenne.

C) Loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen

Soit $T.P.m.$ le taux de profit moyen :

$$T.P.m. = \frac{pl}{c + v}$$

où pl = la somme des plus-values

et $c + v$ = la somme des capitaux investis.

Divisant numérateur et dénominateur par un même nombre v , il vient :

$$T.P.m. = \frac{\frac{pl}{v}}{\frac{c+v}{v}} = \frac{t}{n + I}$$

où t = taux de plus-value (moyen)

et n = composition organique du capital (moyenne).

Dans les conditions de libre concurrence, le progrès technologique, en principe, fait monter n . t monte également, mais moins vite : ce phénomène est à la base de ce qu'on appelle la chute tendancielle du taux de profit. Cette chute tendancielle manifeste simplement que la part relative du travail vivant par rapport au travail cristallisé va diminuant, et comme seul le travail vivant crée la plus-value, la masse totale de la plus-value (donc des profits) à se partager croît beaucoup moins vite que les capitaux nécessaires à sa production.

Exemple donné par Marx dans *Le Capital* :

	c	v	pl	t	$T.P.m.$	n
Europe	84	16	16	100 %	16 %	5,25
Asie	16	84	21	25 %	21 %	0,190

On voit qu'en Asie, où la composition organique du capital est très basse, le taux de profit est supérieur de plus d'un quart à celui des pays de l'Europe, bien que le taux d'exploitation européen soit quatre fois plus élevé.

La loi de la baisse du taux de profit moyen n'est qu'une loi *tendancielle* : l'histoire du capitalisme, c'est l'histoire de la lutte contre cette chute du taux de profit à l'aide de divers

moyens que nous ne détaillerons pas ici (poussée coloniale, intensification du travail, etc.).

Le jeu de cette loi met d'ailleurs en évidence les contradictions entre les intérêts de chaque capitaliste et ceux de sa classe. En effet, nous avons vu plus haut qu'un capitaliste pouvait réaliser un profit « extra » en modernisant et réduisant ses coûts de production. Mais nous avons vu aussi qu'il était, à plus ou moins long terme, imité par les autres capitalistes. Ce mouvement d'ensemble de modernisation se traduit en général par une montée de la composition organique *moyenne* du capital, laquelle, à son tour, entraîne une chute du taux de profit moyen pour l'ensemble des capitalistes.

3 — LA « LOI » DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Examinons maintenant le jeu de l'offre et de la demande, par rapport à l'établissement des prix de production.

Comment tenir compte de cette fameuse loi de l'offre et de la demande qui paraît pourtant si bien établie ? Que dit cette « loi » ? Que quand les marchandises deviennent rares, elles deviennent chères, et inversement. La théorie marxiste, qui refuse de faire entrer la rareté comme un des éléments constituant la valeur, est alors incapable d'expliquer l'histoire classique suivante : quand les aspirateurs sont apparus sur le marché, le prix des balais a chuté. Or, l'apparition des aspirateurs n'a pas modifié en soi « la quantité de travail social moyenne » nécessaire à la fabrication des balais. Par contre, la « loi » de l'offre et de la demande explique bien le phénomène, l'apparition des aspirateurs sur le marché a fait chuter la demande en balais, l'offre a dépassé la demande et les prix ont baissé.

Faisons d'abord deux remarques sur les limites de cette « loi ». Si on pense que le niveau relatif de l'offre et de la demande détermine les prix, il faut alors répondre à la question : qu'est-ce qui détermine la demande relative ? Et comme il est clair que le (ou) les prix interviennent à ce niveau... D'autre part, il faut encore répondre à la question : que se passe-t-il quand il n'y a plus de « loi », c'est-à-dire, quand l'offre équilibre la demande ?

Cette « loi » rend compte de la variation des prix, mais pas du niveau moyen qu'ils atteignent au delà de leurs fluctuations ni des rapports entre les différents prix. Les prix

réels, prix de marché, ne sont égaux au prix de production que si l'offre équilibre la demande. Reprenons notre exemple précédent. Supposons d'abord l'équilibre : le prix de marché des balais est leur prix de production. Il correspond à la valeur des balais produits dans les entreprises de composition organique moyenne. Les usines les plus retardées qui fabriquent des balais réalisent un profit inférieur à leur plus-value. Apparaissent sur le marché les aspirateurs. Alors, par rapport à ce *niveau de prix donné*, il y a déséquilibre, la demande se déplace des balais aux aspirateurs. L'offre de balais devient trop grande. Par une multitude de mécanismes spontanés, les prix baissent rapidement. Les prix de marché sont alors en dessous des prix de production qui, rappelons-le, résultaient d'une « moyenne » effectuée sur toutes les usines fabriquant jusque-là des balais. Que se passe-t-il alors ? Après des oscillations, les balais verront leur prix se fixer à un nouvel équilibre, plus bas qu'auparavant. Mais les usines les plus anciennes qui intervenaient jadis dans la « moyenne » ont fait faillite (ou se sont modernisées ou concentrées, etc.), les usines jadis moyennes sont devenues retardées et ce sont maintenant les usines jadis « en pointe » qui vont fixer le nouveau prix de production et de marché.

Il n'y a donc là aucune contradiction avec la théorie marxiste de la valeur ; à condition qu'on ne confonde pas « quantité de travail social moyen nécessaire à la production », avec la quantité de travail humain concrètement dépensé. Il faut comprendre que, à un niveau de développement des forces productives déterminé, c'est le marché qui décide finalement, *après la production*, ce qui a été du travail social nécessaire ou pas. Les usines retardatrices, continuant à fabriquer des balais, une fois les aspirateurs apparus, dépensent un travail humain concret, mais il s'agit d'un travail « inutile » (par rapport à la demande *solvable*). La sanction en est pour l'entreprise considérée la chute de son taux de profit individuel en dessous du taux de profit moyen. Et ce sont précisément ces écarts entre les divers taux de profit individuels qui expliquent les déplacements de capitaux entre les divers secteurs.

4. Tout le monde connaît d'ailleurs l'histoire des poulets : « Tout ce qui est rare est cher. Les poulets bon marché sont rares. Donc les poulets bon marché sont chers. »

5. On voit bien qu'avant de faire intervenir la loi de l'offre et de la demande pour expliquer le prix, il faut déjà supposer un niveau de prix donné.

Accumulation - Reproduction

Les crises

1 — CARACTERE PARTICULIER DES CRISES CAPITALISTES

Dans les sociétés pré-capitalistes, les crises, c'est-à-dire les périodes plus ou moins longues au cours desquelles le processus de production est, sinon interrompu, du moins extrêmement réduit, étaient dues à des catastrophes naturelles ou sociales : les épidémies, les cataclysmes naturels, les guerres d'invasion, les pillages entraînaient d'importantes destructions de richesses et la mort de milliers de producteurs. Quand un empereur de Chine faisait mourir 400.000 hommes à construire la Grande Muraille, ou quand 20.000 fellahs étaient employés à la construction du canal de Suez, le résultat était que d'immenses terres cultivables n'étaient pas cultivées, et cela empêchait toute vie économique régulière de se poursuivre. Les crises étaient des crises de *sous-production* de valeurs d'usage ou de marchandises.

Mais tant qu'existaient les conditions matérielles de la production : la force de travail et les moyens de production, la production s'effectuait normalement.

An contraire, dans les systèmes capitalistes, des crises apparaissent, alors qu'existent les conditions matérielles de la production : les usines, les machines existent ; les ouvriers sont prêts à vendre leur force de travail — ils n'ont pas le choix ! —. Les besoins ne sont pas satisfaits, et pourtant, pendant de nombreux mois, la production est réduite à un niveau anormalement bas en même temps qu'une masse de marchandises ne trouvent plus d'acquéreurs sur le marché ; des centaines de milliers, voire des millions, de travailleurs ne trouvent plus de travail et sont réduits au chômage.

Une des particularités les plus remarquables du mode de production capitaliste tient au caractère cyclique de la marche du système : les périodes de grande extension de la production précèdent des périodes de rétrécissement de la pro-

duction, de réajustements brutaux, de crises, qui fournissent elles-mêmes les conditions de la reprise, etc.

L'étude complète de ce phénomène très important est complexe. Nous simplifierons l'explication du mécanisme des crises en nous plaçant dans le cadre d'un capitalisme libre-concurrentiel¹, qui est grosso-modo celui de l'époque de Marx. Le capitalisme actuel diffère sensiblement de celui-là : l'apparition des monopoles, l'intervention de l'Etat ont changé — non pas ses caractères fondamentaux — mais certains de ses mécanismes ; la théorie marxiste du capitaliste contemporain reste en grande partie à *faire*. Mais l'étude de la marche d'une économie libre-concurrentielle permet d'une part de comprendre la dynamique du système, d'autre part de replacer les actions conscientes des capitalistes dans leur cadre réel, d'apprécier les « déviations » du capitalisme actuel par rapport au schéma que nous allons développer.

2 — REPRODUCTION SIMPLE — REPRODUCTION ELARGIE

A) Les deux grands secteurs de la production

Toute société, pour pouvoir se reproduire, doit être en mesure de fournir à ses membres des *biens de consommation*. Ils peuvent satisfaire des besoins individuels (manger, se vêtir, lire...) ou des besoins collectifs (hôpitaux, écoles...). Les biens de consommation n'existent que très rarement tels quels dans la nature (!) : il faut les fabriquer. La société doit donc produire aussi les outils, les machines, les matières premières nécessaires à la production des biens de consommation : il faut qu'elle produise des *moyens de production*².

A cette différenciation, la société capitaliste superpose une différenciation sociale : la classe ouvrière n'achète que des biens de consommation. La classe capitaliste est seule détentrice des moyens de production.

Nous distinguerons dorénavant la branche productrice des moyens de production : secteur I ; et la branche productrice de biens de consommation : secteur II.

1. Nous précisons plus loin.

2. La valeur d'usage du produit ne détermine pas automatiquement s'il s'agit d'un bien de consommation ou d'un moyen de production : une maison est un bien de consommation si elle est utilisée comme logement. C'est un moyen de production si elle abrite une usine.

B) Nécessité, dans toute économie, d'équilibres entre les 2 branches

Dans une économie naturelle, chaque producteur détermine l'ensemble des biens qui lui sont nécessaires ; il les fabrique seul, d'après ses besoins.

Dès qu'existe une *division du travail* dans la société, les différents travaux individuels dépensés ne sont plus indépendants, ni en qualité, ni en quantité. Plus la division du travail est poussée, plus le degré d'interdépendance est grand.

Par exemple, si, dans toute la société, 100 usines fabriquent la quantité de paires de chaussettes socialement nécessaire, c'est que d'autres usines fabriquent la quantité de matières premières (coton, nylon...) nécessaire aux premières, que d'autres usines fabriquent la quantité de machines à faire des chaussettes requise, que les mines et les aciéries produisent la quantité de minerai, de charbon, d'acier... servant à la construction des machines, etc.

Plus généralement, pour que la reproduction se déroule *normalement*, il faut que la production d'une période se présente sous forme de *quantités définies de valeurs d'usage* : celles nécessaires pour la période suivante.

C) Reproduction simple, reproduction élargie de marchandises

Dans une économie marchande, les produits ont un double caractère : ils sont valeurs d'usage, en tant qu'ils satisfont un besoin ; valeurs d'échange, en tant qu'ils sont destinés à être échangés sur le marché. Peu importe au capitaliste la valeur d'usage de sa production : seule l'intéresse sa valeur d'échange ; c'est en tant que valeurs d'échange que les valeurs d'usage sont produites.

Aux équilibres entre *quantités de valeurs d'usage* dont nous avons parlé doivent donc se superposer des équilibres entre les *valeurs d'échange correspondantes*.

Considérons alors les deux grands secteurs de la production et faisons l'hypothèse suivante (elle ne restreint en rien la généralité de ce qui suit) : la production d'une année — 1966 par exemple — n'est pas utilisée pendant cette même année, mais pendant l'année suivante — 1967 —, et en 1967 on produit ce qui sera utilisé en 1968.

Il est possible de donner une formulation plus précise des conditions de la reproduction.

a) Reproduction simple

C'est le cas où les capitalistes consomment improducti-

vement la plus-value produite (c'est-à-dire consacrent la totalité de la plus-value empochée à l'achat de biens de consommation).

La valeur de la production du secteur I se présente sous la forme :

$$C_1 + V_1 + PL_1$$

C_1 : fraction de la valeur du capital fixe transmise à la valeur des marchandises produites augmentée de la valeur totale des matières premières ; cette quantité est calculée pour l'ensemble du secteur I.

V_1 : Somme des capitaux variables payés aux ouvriers de toutes les entreprises du secteur I. PL_1 : masse totale de plus-value produite dans I.

De même, la valeur totale de la production de II se représente sous la forme :

$$C_2 + V_2 + PL_2$$

Les ouvriers consacrent — en tant qu'ouvriers — la totalité de leurs salaires à l'achat de biens de consommation — la *demande solvable* (le pouvoir d'achat) totale de la classe ouvrière en biens de consommation est donc $V_1 + V_2$. Les capitalistes, après vente des marchandises produites, possèdent sous forme de capital-argent $C_1 + PL_1 + C_2 + PL_2$. Ils vont consacrer $C_1 + C_2$ à l'achat des moyens de production en remplaçant le capital fixe usé et les matières premières. Leur pouvoir d'achat en biens de consommation est par conséquent $PL_1 + PL_2$.

La demande solvable totale de la société en biens de consommation est alors :

$$V_1 + V_2 + PL_1 + PL_2$$

La condition d'équilibre s'obtient en écrivant que cette quantité est égale à la valeur totale des marchandises produites dans le secteur II.

$$V_1 + V_2 + PL_1 + PL_2 = C_2 + V_2 + PL_2$$

soit $C_2 = V_1 + PL_1$

b) Reproduction élargie

C'est le cas où les capitalistes consomment productivement, c'est-à-dire investissent une fraction de la plus-value produite en achat de moyens de production supplémentaire et en force de travail supplémentaire. La production va en s'accroissant.

En raisonnant de la même façon que précédemment, on trouve que la condition d'équilibre s'écrit :

$$C_1 + V_1 + PL_1 = C_1 + C_2 + F(PL_1 + PL_2)$$

ou $V_1 + PL_1 = C_2 + F(PL_1 + PL_2)$

où F représente la fraction de la plus-value totale consacrée

à l'achat de moyens de production supplémentaires³.

c) *La reproduction capitaliste est une reproduction élargie*

Le but de la production capitaliste est le profit ; chaque capitaliste individuel⁴ cherche à accaparer la plus grande part possible de la plus-value totale produite. Nous avons vu, dans le paragraphe sur la péréquation du taux de profit, que pour bénéficier des meilleures conditions face à la concurrence, chaque capitaliste devait chercher à augmenter la composition organique de son capital, à moderniser, à rationaliser sa production et par là même à l'augmenter. Le mobile de chaque capitaliste : *l'accumulation de la plus-value*, c'est-à-dire la transformation de la plus-value empochée sous forme de *valeur susceptible de produire de la valeur*, le conduit à élargir sa production, à chaque fois que c'est possible. La reproduction globale est par conséquent une reproduction élargie.

En résumé :

Nous avons vu qu'une reproduction régulière nécessitait que certains équilibres, en particulier entre les 2 secteurs de la production, soient satisfaits. Nous savons par ailleurs que le but de la production capitaliste est la recherche du profit maximum pour chaque capitaliste. Les deux aspects sont-ils compatibles ? De quelle façon, par quels mécanismes, la recherche du profit maximum permet-elle, ou ne permet-elle pas, de réaliser les conditions de la reproduction ?

3 — EXPRESSION GENERALE DES CRISES

A) *Quel est le régulateur de la production capitaliste ?*

Quel est le mécanisme qui indique à chaque capitaliste

3. Il est possible de développer un formalisme mathématique de la reproduction, en faisant varier successivement deux des trois facteurs $\frac{PL}{V}$, $\frac{C}{V}$, $\frac{PL}{C+V}$ en gardant la troisième fixe, en faisant varier les trois ou en gardant les trois fixes... Le seul point que nous voulons souligner ici, c'est l'existence et la nature des équilibres.

4. A entendre au sens large : ce capitaliste « individuel » peut aussi bien être une société par actions, qui regroupe les capitaux d'une multitude d'actionnaires en un capital qui, lui, est unique du point de vue de son comportement face à d'autres capitaux.

ce qu'il faut produire, en quelle quantité, avec quelle technique de production, etc. ?

Autrement dit, quel est le lien social entre les différents producteurs indépendants, qui permette de tester l'utilité, du point de vue social, des marchandises produites ?

L'Etat bourgeois, en tant qu'il représente la résultante des intérêts des diverses couches de la bourgeoisie, est un certain type de lien.

Mais le lien ultime, partant *le seul régulateur ultime* de la production capitaliste est le *marché*.

Reprenons l'exemple du fabricant de chaussettes.

Ces chaussettes cristallisent en elles une certaine quantité de travail humain : une partie de celui nécessaire à fabriquer les machines, celui nécessaire à fabriquer les matières premières : c'est le travail *mort*, et le travail humain *vivant*.

Les chaussettes fabriquées, le capitaliste va s'adresser à un grossiste, qui va s'adresser à un détaillant pour vendre ces chaussettes. Elles seront *peut-être* vendues, mais peut-être une partie ne le sera pas. De toute façon, ce n'est qu'*après coup*, après que la production a déjà été faite, que le capitaliste saura :

- si ses marchandises vont trouver leur équivalent-argent sur le marché, s'il va *réaliser la valeur* de ses chaussettes, s'il va les vendre ;
- si du travail humain a été gaspillé du point de vue *social* ;
- si les chaussettes représentent une valeur d'usage *sociale*.

Le marché est donc le seul régulateur, et un régulateur *a posteriori*.

On conçoit que les équilibres ne se feront pas *automatiquement* et que les marchandises pourront ne pas réaliser leur valeur. Dans ce cas, le capitaliste ne récupérera pas une partie du capital avancé pour les fabriquer et le processus pourra être interrompu.

B) *Possibilité générale des crises*

Tant que la société ne produit que des valeurs d'usage, il ne peut y avoir de périodes de surproduction.

Au contraire, quand la production est destinée à un marché, il suffit qu'il n'y ait pas de demandeur solvable (même si le besoin de ce produit existe) pour qu'il ne soit plus possible de réaliser la valeur des marchandises.

Les crises de surproduction sont donc possibles du mo-

5. Dans une économie naturelle, c'est le producteur lui-même qui joue ce rôle ; dans une économie socialiste, c'est en principe le plan.

ment que les produits se dédoublent en valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire dès que les *rapports marchands* sont dominants dans la vie économique et que le seul lien social entre les producteurs est un lien indirect, le marché. Le stade *capitaliste* de la production renforce et multiplie cette possibilité, en développant à l'extrême les catégories marchandes : marchandises, monnaie, crédit...

C) La « loi des débouchés ». Critiques

L'économie bourgeoise avait « montré » (Mill, Say) qu'une surproduction générale était impossible. On peut résumer le raisonnement de la façon suivante : représentons la circulation des marchandises par l'expression : M-A-M'. Une marchandise M est vendue sur le marché, son possesseur a maintenant un capital-argent A équivalent à la valeur de M, et à l'aide de ce capital-argent, il achète une marchandise M'. Le stade argent n'a été qu'un auxiliaire commode, mais tout se passe comme si les marchandises s'échangent entre elles. Dans ces conditions, s'il y a surproduction dans un secteur, c'est qu'il y a sous-production dans un autre, mais il ne peut y avoir surproduction dans tous les secteurs.

Deux types de critiques peuvent être faites :

- 1^{er} type : « la vie » a montré que cette « loi » était fausse : les crises de surproduction existent.
- 2^e type : en fait, la loi des débouchés « néglige » la structure de classe de la société en négligeant le stade argent dans la circulation des marchandises.

En effet, s'il est vrai que les ouvriers réalisent la totalité de leur salaire en biens de consommation dans un temps bref, les capitalistes, par contre, destinent la plus grosse partie de leur revenus à l'accumulation productive, *dans la mesure où ils espèrent un taux de profit convenable*. Ce sont les conditions du marché, l'évolution du taux de profit, qui déterminent le moment où ils vont utiliser leur capital-argent à reprendre et élargir la production. Mais pendant tout un temps, l'épargne non productive et la thésaurisation peuvent faire apparaître une surproduction...

Par ailleurs, nous savons que la valeur d'une marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à sa *reproduction*. Si, entre le moment de la production et celui de la vente, la valeur de la marchandise a varié (par exemple l'introduction de nouvelles techniques de production), le prix sur le marché variera aussi ; le capitaliste ne réalisera pas le temps de travail consacré à la production de

sa marchandise et ne pourra récupérer la totalité du capital avancé, donc faire face à ses échéances.

En résumé, nous dirons qu'il y a crise de surproduction, non quand il y a trop de produits par rapport aux besoins de la société, mais quand les capitalistes ne peuvent vendre leurs marchandises qu'à un prix ne leur laissant pas de bénéfice, ou occasionnant des pertes. La surproduction de *marchandises* n'est donc pas une surproduction de *simples produits*.

La crise est le résultat de l'hypertrophie de l'appareil producteur créant une subordination de marchandises, ainsi que la rupture de l'équilibre entre les différents éléments du capital social, nécessaire au bon fonctionnement de l'économie.

Nous avons vu la *possibilité générale* des crises. Nous allons maintenant examiner concrètement *comment* la marche de l'économie capitaliste mène, périodiquement, à la crise.

4 — MARCHÉ DE L'ECONOMIE CAPITALISTE

A) Hypothèses

Nous allons voir, dans ses lignes générales, la théorie de Marx des crises et des cycles courts, dans le cadre d'un système *libre-concurrentiel*. Plus précisément, nous supposons que :

a) Le capital social est constitué d'une multitude de petits capitaux individuels *en concurrence* les uns avec les autres, c'est-à-dire qu'il existe une multitude de capitalistes produisant chaque type de produit. Nous excluons donc la possibilité d'existence de secteurs monopolisés, dans lesquels une ou quelques grosses entreprises assurent la production d'une marchandise et peuvent, par conséquent, *influer* sur les conditions du marché. Dans notre cas, le marché *s'impose* comme une *donnée*, sur laquelle il ne peut rien, à chaque producteur.

b) La *fluidité des capitaux* est grande : dès que le taux de profit dans une branche devient supérieur à la moyenne, des capitaux sont attirés et *peuvent* effectivement s'investir. Cela suppose, en concordance avec la première hypothèse, que le capital nécessaire pour créer une nouvelle entreprise n'est pas trop considérable.

Actuellement, si, par exemple, dans l'industrie automobile, le taux de profit est grand, des capitaux nouveaux ne peuvent s'y investir et venir concurrencer les entreprises existantes que s'ils sont très importants : il faut évidemment plusieurs milliards de francs pour créer une usine d'auto-

mobiles. Le mécanisme de la péréquation du taux de profit est ainsi modifié. Nous éliminerons ainsi ce cas.

c) L'état n'intervient pas dans la vie économique.

Précisons un dernier point : nous avons dit jusqu'à maintenant que le facteur qui déterminait le comportement du capitaliste était l'évolution du taux de profit. En fait, le facteur réel est le *taux du profit de l'entreprise*.

Profit d'entreprise : c'est la différence entre le taux de profit et l'intérêt de l'argent.

Intérêt de l'argent : tous les capitalistes ne sont pas des capitalistes industriels. Pour effectuer leurs investissements, ils s'adressent, en partie, à des capitalistes *banquiers* qui possèdent du capital-argent et le prêtent moyennant un certain intérêt : l'intérêt de l'argent. La valeur de ce taux d'intérêt dépend de la loi de l'offre et de la demande sur le marché des capitaux. Ce taux est obligatoirement inférieur au taux de profit, sinon les industriels n'auraient aucun avantage à emprunter du capital. Il est clair que c'est bien le taux de profit d'entreprise qui intéresse le capitaliste pour ses prévisions, puisque c'est le seul qu'il peut espérer réaliser. Ses fluctuations sont au centre de l'explication marxiste des crises.

Nous distinguerons 4 phases : la reprise, le boom, la crise, la dépression.

B) La reprise

La période qui vient de s'écouler était caractérisée par un sous-emploi important des forces productives :

- l'appareil de production fonctionnait au ralenti ;
- le chômage était très important.

Supposons que, pour des raisons que nous préciserons au moment de l'analyse de la dépression, une demande supplémentaire se fasse sentir *sur le marché des biens de consommation*.

Quatre raisons vont contribuer, au cours de cette première phase, à augmenter le profit de l'entreprise.

a) La demande étant supérieure à l'offre, les prix vont avoir tendance à augmenter — à dépasser les prix de production — et les profits également.

b) L'offre de capital est importante, puisqu'il y a eu, pendant la période de dépression, peu d'investissements réalisés : le taux d'intérêt de l'argent est bas.

c) Le taux d'exploitation est élevé : le chômage important permet d'exercer une pression efficace sur les salaires.

d) Au début de la reprise, la demande tendra à être satisfaite en réutilisant l'appareil de production existant, sous-employé, et en réembauchant des ouvriers. Pour un

même capital fixe, la production est donc faite avec un capital variable qui augmente. La composition organique du capital tend à diminuer, par conséquent, le taux de profit à augmenter.

La reprise va ainsi s'entretenir d'elle-même ; par ailleurs, des effets *multiplicateurs* viennent l'accélérer : quand un capitaliste embauche des ouvriers, il leur paie un salaire et crée pour d'autres capitalistes une demande solvable supplémentaire.

C) Le « boom »

Le caractère particulier de toute production à technique développée est que la demande de biens de consommation ne peut être satisfaite directement. Si tel capitaliste veut élargir sa production, il lui faut maintenant acheter de nouvelles machines. Les capitalistes II se tournent vers les capitalistes I pour leurs achats des moyens de production. Ceux-ci, à leur tour, doivent élargir leur production. Mais il est clair qu'ils ne pourront le faire immédiatement : pour construire des machines, il faut augmenter la production de matières premières, de charbon, d'acier, agrandir ou créer des usines de très grandes dimensions. Cela prend du temps, au cours duquel il y aura *pénurie des moyens de production*. Les capitalistes II vont alors se livrer à une véritable concurrence pour s'approprier les machines produites dans le secteur I : celui-ci va voir ses prix et ses profits augmenter rapidement. Cette espérance de profits considérables dans le secteur I va attirer les capitaux disponibles, qui vont venir s'investir en masse. Progressivement, les capitaux devenant plus rares, le taux d'intérêt de l'argent va croître. Les prix élevés des marchandises du secteur I se répercutent sur les prix des marchandises du secteur II, mais, tant que dans ce secteur la demande demeure supérieure à l'offre, les marchandises s'écoulent tout de même : le marché semble illimité. Même les usines à faible productivité, dont les coûts de production sont supérieurs à la moyenne, peuvent fonctionner ; ce sont elles qui déterminent le prix sur le marché, laissant par conséquent des superbénéfices aux entreprises plus modernes.

Il faut produire. Des usines s'agrandissent, d'autres s'ouvrent. Les prévisions sont excellentes. Le prudent optimisme de la reprise s'est transformé, chez les capitalistes, en une véritable euphorie. Le chômage ne cesse de diminuer. Les réformistes se sentent renforcés dans leurs convictions : le système paraît inébranlable.

Vient le moment où les capitalistes I sont en mesure de satisfaire la demande en moyens de production. Mieux : ils

sont maintenant capables de produire annuellement (par exemple) ce que les capitalistes II leur ont commandé. Or, une machine peut fonctionner pendant plusieurs années, mettons 8 ans, aux cours desquelles elle transmet une partie de sa valeur aux marchandises qu'elle permet de produire. Pour que les capitalistes I maintiennent leur production au niveau atteint, il faut par conséquent que la production des biens de consommation puisse s'élargir constamment. Si celle-ci reste stationnaire, si seulement son taux d'augmentation vient à diminuer, cela se traduit par un *rétrécissement de la demande aux capitalistes I* et fait apparaître ainsi une surproduction dans ce secteur.

Par ailleurs, dans le secteur II, les capitalistes sont maintenant capables de satisfaire le marché. L'offre équilibre la demande. A partir de ce moment, il serait nécessaire de freiner la production. Mais les capitalistes n'ont aucun moyen de connaître le moment où l'offre équilibre la demande. Ils n'ont aucun moyen de *prévoir* les capacités d'absorption du marché : ceci est une donnée du système capitaliste. La production est anarchique ; chaque capitaliste agit en tant que capitaliste individuel : il va donc continuer sur la lancée, et la production va devenir excédentaire ; la résultante d'ensemble est une surproduction qui apparaît.

D) La crise

Au début, cette surproduction est insensible. Peu à peu, le marché se sursaturant, des difficultés de vente vont apparaître. Une baisse des prix permettrait peut-être d'écouler plus facilement les marchandises, mais les capitalistes préfèrent évidemment retarder cette mesure, conserver les mêmes prix et constituer des stocks. Le crédit à la consommation et à la production masque la surproduction naissante, permet de reporter dans le futur ses conséquences — mais elles seront alors multipliées d'autant.

D'autre part, 4 raisons vont faire chuter le profit d'entreprises :

a) Les capitalistes font appel à de nouveaux crédits alors que, nous l'avons vu, l'intérêt de l'argent augmentait régulièrement. Le nouvel appel aux capitaux va accentuer encore cette augmentation.

b) Le plein emploi étant atteint, les syndicats sont plus puissants. La période est favorable aux revendications. Des augmentations de salaires peuvent être — et sont — obtenues.

c) Cette même situation implique que la qualification moyenne des ouvriers employés a diminué par rapport à la période de chômage, où ce sont principalement les ouvriers les plus qualifiés qui trouvent un emploi.

d) Si les prix sur le marché ne diminuent pas encore, du moins ils n'augmentent plus.

La période d'euphorie est révolue. Ralentir la production augmenterait l'amortissement unitaire, donc les prix, ce qui n'est plus possible. La dernière solution est de baisser les prix de revient, les coûts de production, espérant que c'est le concurrent qui va céder le premier. Mais, la production s'accéléralant, *les prix vont finir par baisser*. Les entreprises retardataires les moins modernes commencent à fermer : ce sont maintenant les entreprises à grande composition organique du capital qui déterminent les prix du marché. Les commandes au secteur I régressent, avec des conséquences d'autant plus graves que les investissements qui y ont été réalisés sont très importants et l'ont été avec de l'argent emprunté.

Les banques n'acceptent d'accorder de nouveaux crédits qu'à des taux exorbitants : les conditions de sécurité sont de plus en plus fragiles. Le seul moyen est alors la vente à vil prix : c'est l'effondrement en chaîne, la faillite du débiteur entraînant celle du créancier.

La vente des marchandises ne permettant plus de réaliser le capital constant et le capital variable engagés (sans parler de la plus-value), la reproduction tombe à un niveau extrêmement bas.

E) La dépression

Elle le demeurera jusqu'à ce que les conditions de la reprise apparaissent.

Quelles sont-elles ?

Des milliers d'entrepreneurs, en faillite, ont fermé boutique. Leurs usines ne fonctionnent plus ; le capital fixe, non entretenu, est physiquement détruit et ne sera plus utilisable.

Pour d'autres, la baisse des prix n'a pas permis de reconstituer le capital fixe usé au cours de la production. Elle a occasionné également une *dépréciation du capital constant* : telle entreprise, estimée par exemple à 200 millions de francs, n'en vaut plus que la moitié. Elle cristallise en elle toujours la même quantité de travail social, mais sa valeur d'échange n'en a pas moins diminué. C'est avec sa nouvelle valeur que le capitaliste fera dorénavant des estimations quant au taux de profit qu'il peut escompter ; comme, par ailleurs, les salaires sont tombés à un niveau très bas, l'effet d'un taux d'exploitation élevé s'ajoute à celui de la baisse de la composition organique du capital, à la dépréciation du capital constant, pour tendre à augmenter le taux de profit. Le taux

d'intérêt de l'argent, faible, puisque l'activité économique est réduite, ne « mord » pas trop sur les taux de profit.

Ces divers facteurs donnent la base matérielle de la reprise. Enfin, si les capitalistes I ont été les plus durement touchés, comme « il faut bien vivre », les stocks accumulés dans le secteur II vont finir pas s'écouler, petit à petit, et la reprise pourra se faire.

En conclusion, la crise apparaît comme une phase nécessaire de la marche cyclique de l'économie capitaliste. Elle ne signifie pas la fin du système, mais au contraire le moyen par lequel l'équilibre entre production et consommation, rompu au cours des phases précédentes, est provisoirement rétabli, pour être à nouveau rompu, etc.

L'anarchie de la production capitaliste, qui tient à la propriété privée des moyens de production, implique que c'est violemment, par des destructions massives de richesses, par le chômage et la misère de milliers d'ouvriers, que le système « paie » la surproduction, c'est-à-dire le gaspillage, du point de vue social, du temps de travail.

La théorie des crises est plus une œuvre des marxistes que de Marx lui-même. Elle est d'ailleurs à revoir aujourd'hui, de toute évidence. Sans aller aussi loin, mais un peu dans le même esprit, pour l'étude du régime capitaliste actuel, celui des monopoles et du capitalisme d'Etat, de nombreuses questions se posent : que deviennent les prix de production, la péréquation du taux de profit moyen, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ? Qu'en est-il des schémas de reproduction, comment se prennent les décisions d'investissement ? Quelles sont les formes de regroupement monopoliste ? Quel est le rôle de l'Etat ?

Dans un autre domaine, dans les pays dits socialistes, quels sont le rôle et la place des rapports marchands, de la loi de la valeur ? Quelles sont les lois de développement et de transformation des rapports de production au sein de ces régimes ?

Cette liste, qui n'est évidemment pas limitative, suffit à révéler l'ampleur de la tâche qui attend les marxistes, ceux qui font de la pratique théorique un des moments essentiels de leur pratique militante.

Achevé d'imprimer en janvier 1969
sur les presses de l'Imprimerie Ch. Corlet, à Condé-sur-Noireau (14)
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1969 — N° d'Imprimeur : 7250
N° d'Editeur : 243 — 2^e tirage : 5.000 à 10.000 exemplaires

Lisez
Diffusez

ROUGE

ROUGE se propose de regrouper les militants de Mai qui, face à la répression et devant l'ampleur des tâches qui leur incombent, ont compris la nécessité de l'organisation. Tissant un réseau de correspondants, de diffuseurs, de lecteurs, *ROUGE* est l'organisateur collectif des militants qui ont pour but la construction d'un parti révolutionnaire.

ROUGE se propose, par la discussion large de tous les problèmes du mouvement ouvrier, par l'analyse des luttes ouvrières et l'étude des mots d'ordre qui en surgissent, de participer à l'élaboration du programme de lutte et à l'enrichissement de la théorie marxiste, faute desquels le mouvement de Mai ne saurait trouver son second souffle.

Parce que la révolution dont nous sommes les militants n'est pas nationale mais internationale, parce que les expériences de luttes révolutionnaires dans le monde se fécondent mutuellement, *ROUGE* fait connaître l'état, les idées, les formes organisationnelles des nouvelles avant-gardes qui surgissent au Japon, en Europe Occidentale, en Amérique latine, aux Etats-Unis, dans les démocraties populaires. *ROUGE* pose le problème de l'organisation internationale dont nous avons aujourd'hui besoin.

ROUGE paraît tous les quinze jours.

Modalités d'abonnement :

- pour 6 mois, 13 F.
- pour 1 an, 25 F.
- abonnement de soutien, 50 F.

Tout versement de fonds : « *ROUGE*, journal d'Action Communiste », C.C.P. Paris 25 043 88.

Toute correspondance : « *ROUGE* », B.P. 201, Paris-19^e.

François Maspero, éditeur
1, place Paul-Painlevé, Paris-V^e

2,00 F